



Projet 693- DHR - 10 - 04

**SEMINAIRE DE FORMATION SUR LE RENFORCEMENT
DE CAPACITE DES FEMMES LEADERS**

FEMME LEADERS ET ELECTIONS LOCALES

**ELECTIONS COMMUNALES : QUELS DEFIS POUR LES
FEMMES ?**

Par : Lanvasso Bodi BODELIN

***KPALIME, HOTEL LA DETENTE DU 8 AU 10 SEPTEMBRE
2011***

Introduction

Les dernières élections communales au Togo remontent à l'année 1982, et ce au temps du parti unique.

Les communes du Togo sont gérées depuis plusieurs années par des Délégations Spéciales.

A la faveur de la décentralisation, le pays est en train d'aller lentement, mais sûrement vers les élections locales multipartites dont les communales.

En même temps que tout le monde attend ces élections avec impatience, leur annonce suscite aussi plusieurs interrogations.

Les élections communales présentent plusieurs enjeux et plusieurs défis.

Entre autres défis, il y en a qui sont liés au genre. *Elections communales : quels défis pour les femmes ?*

Tel est le sous thème que nous avons le plaisir d'introduire afin d'engager un débat qui nous permettra d'avoir des armes pour nous prémunir contre les travers qui caractérisent les mouvements politiques.

Notre réflexion va s'articuler autour de quatre axes, à savoir la situation contextuelle, la nécessité des élections communales, le défi que constituent les élections communales en général et le cas spécifique des femmes.

I- La situation contextuelle

Les élections communales sont consécutives à la décentralisation.

La décentralisation (comme nous n'allons cesser de le répéter) est un mécanisme de transfert de compétences et de moyens du pouvoir central vers les entités organisées à la base dans un espace géographique, économique, social et culturel appelé collectivités locales. La décentralisation instaure un nouveau type de rapport entre le citoyen et l'Etat d'une part et entre les citoyens eux-mêmes d'autre part.

La décentralisation impose aux dirigeants et aux citoyens une compréhension plus responsable de la notion, des devoirs et des contraintes qu'elle impose et les avantages qu'elle confère. On peut se méprendre sur les contraintes de la décentralisation pour ne voir que les avantages du transfert des compétences et des moyens en direction des collectivités locales, mais, il y a plus que ça, d'où la nécessité des élections.

II- La nécessité des élections communales

Le principe de la libre administration des collectivités locales par des Conseillers élus a été fermement proclamé par la Constitution du 12 Octobre

1992 en son article 141, sur cette base, l'administration territoriale ne peut qu'être décentralisée dans le respect de la loi tel que l'exige l'Etat de droit.

Pour y parvenir, il faut la participation de tous aux tâches communautaires. Cette participation se fait déjà sentir dans nos milieux où les populations se substituent aux carences de l'Etat en terme de prise en charge des écoles, des centres de santé, d'entretien de certaines infrastructures et de protection de l'environnement, entre autres besoins prioritaires à satisfaire au sein des communautés.

Ces besoins prioritaires (des communautés) dans l'état actuel des choses, sont marginalisés parce que le pouvoir central est très éloigné des populations. Ces besoins n'étant pas perceptibles par le pouvoir central, ils ne peuvent être pris en compte que par une politique de proximité.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, cette situation relève du principe de la décentralisation qui fait une distinction parmi la masse de besoins auxquels l'administration doit pourvoir, entre ceux qui intéressent l'ensemble de la population et ceux qui demeurent particuliers à une collectivité. La décentralisation repose sur les distinctions des affaires nationales et les affaires locales. S'il est admis que c'est par le biais des élections nationales que le peuple confie la gestion des affaires du pays à un ou à des représentants, il n'est pas admissible que la gestion des affaires de nos communes soit confiée à des gens nommés par le pouvoir central et qui n'ont pas d'obligation de résultat vis-à-vis des communautés.

Le but ultime de la décentralisation qui exige le transfert concomitant des compétences et des moyens, c'est le développement local. Ce développement est une démarche solidaire basée sur la complémentarité et les synergies entre les zones géographiques d'un même Etat. Il s'inscrit dans un cadre de développement global. Ce développement exige surtout l'implication et la participation effectives des citoyens d'une même collectivité territoriale au processus de sa transformation quantitative et qualitative.

Ce processus de transformation ne peut se faire que sous la direction des élus que les communautés se choisissent là travers des élections, si nous pouvons nous permettre cette tautologie.

Les élections communales instaurent un nouveau type de relations entre les citoyens d'une part et entre les électeurs et les élus d'autre part.

Au titre des relations, on peut citer :

- 1- Les relations de proximité qui consistent à être proche des affaires dont on a la charge, des citoyens qui expriment leurs besoins pour un meilleur

suivi dans l'exécution de ces affaires et dans la satisfaction de ces besoins ;

- 2- Les relations fondées sur l'obligation des résultats qui exigent des élus de tenir à leurs promesses de campagnes au risque de perdre leur siège.
- 3- Les relations de cause à effet entre le mandant et le mandataire qui veulent que l'élu soit le serviteur de la communauté au nom de laquelle il agit.
- 4- Les relations d'implication dynamique des citoyens dans la gestion des affaires locale dans la mesure où les élus émanent de la communauté qui les a choisis pour prendre la direction de la mise en œuvre des projets communs.
- 5- Les relations d'échange d'information permanent et réciproque entre les élus et les citoyens qui permettent aux citoyens d'exprimer directement leurs besoins et aux élus, de moduler leurs actions en fonctions des besoins exprimés par la communauté.
- 6- Les relations fondées sur la défense des valeurs identitaires tout en tenant compte bien sûr des valeurs nationales.
- 7- Les relations de synergie d'action qui va dans le sens de la promotion et du développement de la communauté.
- 8- Les relations de symbiose entre les élus et les citoyens qui permettent de définir les priorités du développement de la commune.
- 9- Les relations de prestations de service qui rappellent sans cesse aux élus qu'ils sont au service de leur communauté.
- 10- Les relations fondées sur l'exigence et le respect de la démocratie locale sans laquelle les élus n'ont pas de raison d'être. A l'échelle locale, les individus doivent pouvoir s'exprimer librement, sans hypocrisie et poser clairement les problèmes de développement sans parti pris.

III- Les défis des élections communales en général

La décentralisation, tout en n'étant pas une proclamation d'indépendance, confère l'autonomie de gestion administrative et financière aux collectivités locales, donc une certaine liberté au niveau de l'organisation, de la planification et de la gestion des affaires locales. Cette autonomie et cette liberté ont un prix à payer, car, être libre, c'est être fatalement responsable. Dans cette perspective,

les élections communales se présentent comme un défi pour l'Etat d'abord, pour les collectivités ensuite et enfin pour les citoyens toute catégorie et tout genre confondus.

Pour assurer un développement harmonieux de tout le territoire à travers le développement des collectivités locales, l'Etat doit aller au-delà du cadre institutionnel et constitutionnel qu'il a créé pour prendre toutes les dispositions d'accompagnement nécessaires pour la mise en œuvre effective de la décentralisation et pour la gestion efficiente de nos collectivités.

En ce qui concerne les collectivités locales, il est question de leur viabilité et de leur capacité à se prendre en charge et d'assurer leur développement.

Quant aux citoyens, ils doivent savoir concilier les intérêts communautaires et identitaires avec les intérêts nationaux pour ne pas tomber dans un micro régionalisme nocif à l'unité nationale.

Les élections communales se présentent comme des défis à tous les niveaux et à tous les togolais. Pour ce qui concerne le cadre précis de notre travail, nous n'allons parler que de défis relatifs aux femmes.

IV-Les élections communales, quels défis pour les femmes ?

Le thème central de l'atelier tourne autour des élections communales dont on vous parlera à travers toutes les communications. Nous ne trouvons plus nécessaire de nous attarder sur elles. Nous allons donc clarifier seulement deux concepts avant de continuer nos propos ; il est question de femme et défi.

- 1- Selon l'une des définitions du Petit Larousse, « la femme, c'est l'adulte du sexe féminin considéré par rapport à ses qualités, ses défauts, ses activités, ses origines etc... »
- 2- Toujours pour le Petit Larousse, un défi est un problème, une difficulté que pose une situation et que l'on doit surmonter.

Du point de vue biologique et physiologique, la femme est l'être, qui dans le processus de la procréation en association avec l'homme, porte l'enfant en son sein. A tort ou à raison, nous avons l'habitude de désigner la femme de sexe faible. Sur le plan religieux et coutumier la femme porte des tares qui ne lui permettent pas d'avoir accès à certains lieux sacrés, à certains rites...

Ces conceptions ont des implications sociologiques qui empêchent la femme d'avoir accès à certains postes, d'exercer certaines professions ou s'adonner à certaines activités.

Pendant longtemps, même dans les sociétés occidentales, la femme a fait partie des minorités sociologiquement et politiquement marginalisées. De tout temps, la femme a été donc au centre des polémiques telles que sa capacité à exercer le métier des armes, de diriger les prières ou de faire de la politique.

Pour ce qui concerne notre sous thème précisément, tel que libellé, il peut être compris de deux façons.

Elections Communales : quels défis pour les femmes !

Sous la formulation exclamative, le sous thème pose le problème des élections communales comme des obstacles infranchissables par les femmes. On peut dans ce cas douter de la capacité des femmes à relever ces défis.

Elections Communales : quels défis pour les femmes ?

Sous la formulation interrogative, le thème nous invite à reconnaître que les élections communales comportent des défis pour tout le monde en général et nous invite à rechercher ceux qui sont propres aux femmes.

Une fois l'unanimité faite autour du constat, il ne reste qu'à réfléchir ensemble pour relever ces défis et leur trouver des approches de solutions.

Que ce soit dans le cas de l'une ou de l'autre formulation, une réalité s'impose à nous. Nous sommes tributaires des conceptions qui excluent d'office les femmes des compétitions politiques.

Conscients de cet état de fait, et sous les pressions multiformes, le législateur togolais affirme à l'article 11 de la Constitution du 14 Octobre 1992 :

« Tous les hommes sont égaux en dignité et en droit.

L'homme et la femme sont égaux devant la loi.

Nul ne peut être favorisé ou désavantagé en raison de son origine familiale, ethnique ou régionale, de sa situation économique ou sociale, de ses convictions politiques, religieuses, philosophiques ou autres... »

Malgré cette proclamation d'égalité de l'homme et de la femme en dignité et en droit devant la loi, il y a beaucoup de discriminations, de disparités dans plusieurs domaines et surtout dans le domaine politique.

Ces disparités et ces discriminations ont poussé les hommes politiques à faire cas de la participation de la femme aux élections dans l'Accord Politique Global (APG) d'Août 2006 :

Au point I. 2. 11, il est question du quota des candidatures féminines.

« Les parties prenantes au dialogue se sont engagées à œuvrer en vue d'assurer la représentation équitable des femmes dans les processus électoraux et dans la

vie politique nationale. Dans cette optique, elles encouragent les partis politiques à s'imposer un minimum de candidatures féminines aux élections.»

Pour faire échos aux recommandations des hommes politiques du Togo, aux efforts des organisations de défenses des Droits humains et aux sollicitations des associations féministes, nos partenaires en développement tels que l'Ambassade des Etats Unis, le National Endowment for Democracy (NED) soutiennent des formations de femmes en vue de leur permettre d'être à la hauteur des attentes. Dans cette perspective, la femme doit relever un certain nombre de défis. Pour le besoin de la cause et d'une manière symbolique, nous allons relever neuf (09) défis.

1- Le défi lié à la conception que l'on a de l'activité politique

Depuis longtemps, la politique est considérée comme une activité dangereuse dans laquelle l'on s'expose à la mort. A plusieurs reprises, il nous est arrivé de nous entendre dire ou d'entendre dire aux autres ceci : « si tu veux te faire tuer, il faut faire la politique » ou « la politique est un jeu sale réservé aux menteurs. » La plupart d'entre nous avons vécu et grandi dans cette conception négative de la politique et dans cette peur ambiante de l'activité politique. Par conséquent, il s'est créé en nous une certaine inhibition qui freine nos élans politiques et cette inhibition est beaucoup plus forte chez les femmes.

2- Le défi lié à la conception que la société a de la femme qui s'engage politiquement

Nous avons été élevés dans une société qui pense qu'une vraie femme, c'est celle qui, en dehors de ses activités professionnelles ou génératrices de revenus, reste au foyer pour s'occuper de son mari et de ses enfants. Il est difficilement concevable qu'une femme rentre à la maison à des heures tardives le soir, pour des raisons politiques ou associatives. Ou alors on l'assimile à une prostituée qui fait la honte de son mari ou que personne ne prend plus au sérieux dans le quartier si elle est célibataire.

3- Le défi lié à la mauvaise compréhension de la mission

Une certaine conception prétend que l'activité politique est source d'enrichissement facile malgré les dangers qu'elle comporte. Dans cet esprit, on se bat pour aller à la commune pour avoir la main mise sur la vente des terrains, l'argent des taxes, les places à distribuer dans les marchés et aux pots de vin pour les services rendus et pour la négociation des contrats. Pourtant l'activité

politique est un sacerdoce, un don de soi qui entraîne quelque fois d'énormes sacrifices.

Aller à la commune c'est s'engager à faire siennes les préoccupations de la communauté et œuvrer à la recherche des solutions aux problèmes pour le bien être de tous.

4- Le défi lié au mérite

Il est fortement recommandé « aux partis politique à s'imposer un minimum de candidatures féminines aux élections.» Dans certains cas, le financement ou les subventions accordées aux formations politiques sont fonction du quota des postes réservés aux femmes à tous les niveaux des structures des partis et surtout dans leurs instances décisionnelles. Ces recommandations et ces exigences loin de pousser les femmes à se frotter les mains et dormir sur leurs lauriers doivent les inciter à cultiver l'excellence et mériter les postes et les places qu'elles revendiquent ou qu'elles occupent aux côtés des hommes.

Les candidatures de femmes ne doivent pas être des alibis, les femmes ne doivent pas s'attendre à des régimes de faveur et passer pour des faire-valoir dans les partis politiques au risque de fragiliser ces derniers. Les articles 197 et 227 du code électoral, font obligation aux candidats aux différentes élections de « ***savoir lire et écrire en langue officielle ou française*** » sans préciser le niveau d'instruction. Mais il faut cependant reconnaître que le niveau d'instruction peut être un atout ou un handicap pour un élu dans la planification du développement à long terme. Le mérite pour nous ici, c'est la culture politique qui permet à la femme de se défendre et de défendre les intérêts de sa communauté de son parti.

5- Le défi lié au manque de confiance en soi

Le piège dans lequel les femmes tombent le plus souvent, c'est le manque de confiance en soi qui entraîne un complexe d'infériorité.

Le complexe d'infériorité pousse les femmes à attendre tout des hommes dans les arènes politiques. A cet effet, il n'est pas rare d'entendre les femmes demander aux hommes de les aider ou de laisser les hommes faire des travaux ou des missions à leur place.

6- Le défi lié à la tentation du sexisme

Le revers négatif du complexe d'infériorité qui guète les femmes, c'est le sexisme. Dans sa lutte pour prendre sa place ou se tailler une place sur la scène politique, la femme peut percevoir l'homme comme un ennemi, un usurpateur qui pendant des générations l'a spoliée de ses droits en s'accaparant de tout.

Perçu de cette façon, l'engagement politique de la femme peut la conduire à une forme de nombrilisme qui se caractérise par le slogan « tout pour les femmes rien pour les hommes » pourtant le développement communautaire se fait sur la base des actions complémentaires de tous les acteurs en présence.

7- Le défi lié à la capacité des femmes à s'entendre

Par expérience, il nous a été donné de constater que dans les activités associatives et politiques, l'ennemi de la femme, c'est la femme. Il est plus facile aux femmes de soutenir les hommes dans les compétitions électorales que de soutenir leurs sœurs. Cela ne veut pas dire que les femmes doivent constituer une fronde contre les hommes, mais d'avoir une approche commune et concertée de leur besoin spécifique dans le plan de développement et de savoir soutenir les candidatures des plus méritantes d'entre elles.

8- Le défi lié à la tentation de tomber dans des comparaisons stériles

Il est dans nos habitudes de faire des comparaisons ou de faire des rapprochements de situations sans maîtriser les contours des réalités sociologiques, culturelles et politiques qui entourent les exemples que nous donnons. Il est courant d'entendre dire que si dans tel ou tel pays, dans cette ou telle ville, une femme est présidente, chancelière ou Premier Ministre et maire, pourquoi pas chez nous. Ces comparaisons sont légitimes, mais nous ne devons pas perdre de vue que toute situation est le résultat d'un processus. C'est pourquoi nous devons travailler pour créer des conditions nécessaires et susceptibles de rendre l'action politique de la femme utile à elle-même, à sa famille et à sa société.

9- Le défi lié à la capacité de concilier les responsabilités familiales et professionnelles et les responsabilités politiques

Tout le monde s'accorde à dire dans nos sociétés que l'âme du foyer, c'est la femme. A ce titre, nous avons vu des hommes demander à leurs femmes de renoncer à leur carrière professionnelle pour se consacrer à l'éducation de leurs enfants.

Nous avons aussi vu des femmes sacrifier l'équilibre de leur foyer et l'éducation de leurs enfants sur l'autel de leur carrière professionnelle ou politique.

A notre sens, c'est le défi le plus grave et le plus dur parce qu'il met en jeu l'équilibre et la stabilité de la société, voire de la nation toute entière.

Voici brièvement présentés les principaux défis auxquels les femmes politiques en général et tous les candidats aux élections législatives et locales sont confrontés. Ces défis loin de vous décourager, mesdames et mesdemoiselles, doivent vous galvaniser dans votre lutte et dans votre engagement pour les causes nationales et communautaires.

Conclusion

Après un quart de siècle de régime de Délégations Spéciales, le Togo s'apprête à aller aux élections communales.

Les élections communales, comme toutes les élections, se présentent sous forme de défis pour le pays, pour les citoyens, pour les élites politiques et plus particulièrement pour les femmes.

Pour le pays, elles nous permettront de mesurer la volonté du gouvernement à rendre effective la décentralisation.

Elles sont un défis pour nous citoyens, parce qu'elles nous permettront de nous engager sur la voie de la prise en charge effective des problèmes de nos communautés et d'éprouver notre capacité à promouvoir notre développement endogène.

Elles se présentent sous forme de défis pour les élites politiques parce qu'elles viendront les éprouver dans leur capacité à mettre en pratique leur projet de développement ou à réaliser leur promesses de campagne.

Elles se présentent enfin sous forme de défis pour les femmes parce qu'elles vont non seulement les éprouver dans leur capacité à relever « les neufs défis » sus indiqués et assumer les responsabilités politiques, mais aussi, elles leur permettront surtout de se confirmer dans leur rôle d'acteurs incontournables dans le développement national et communautaire.